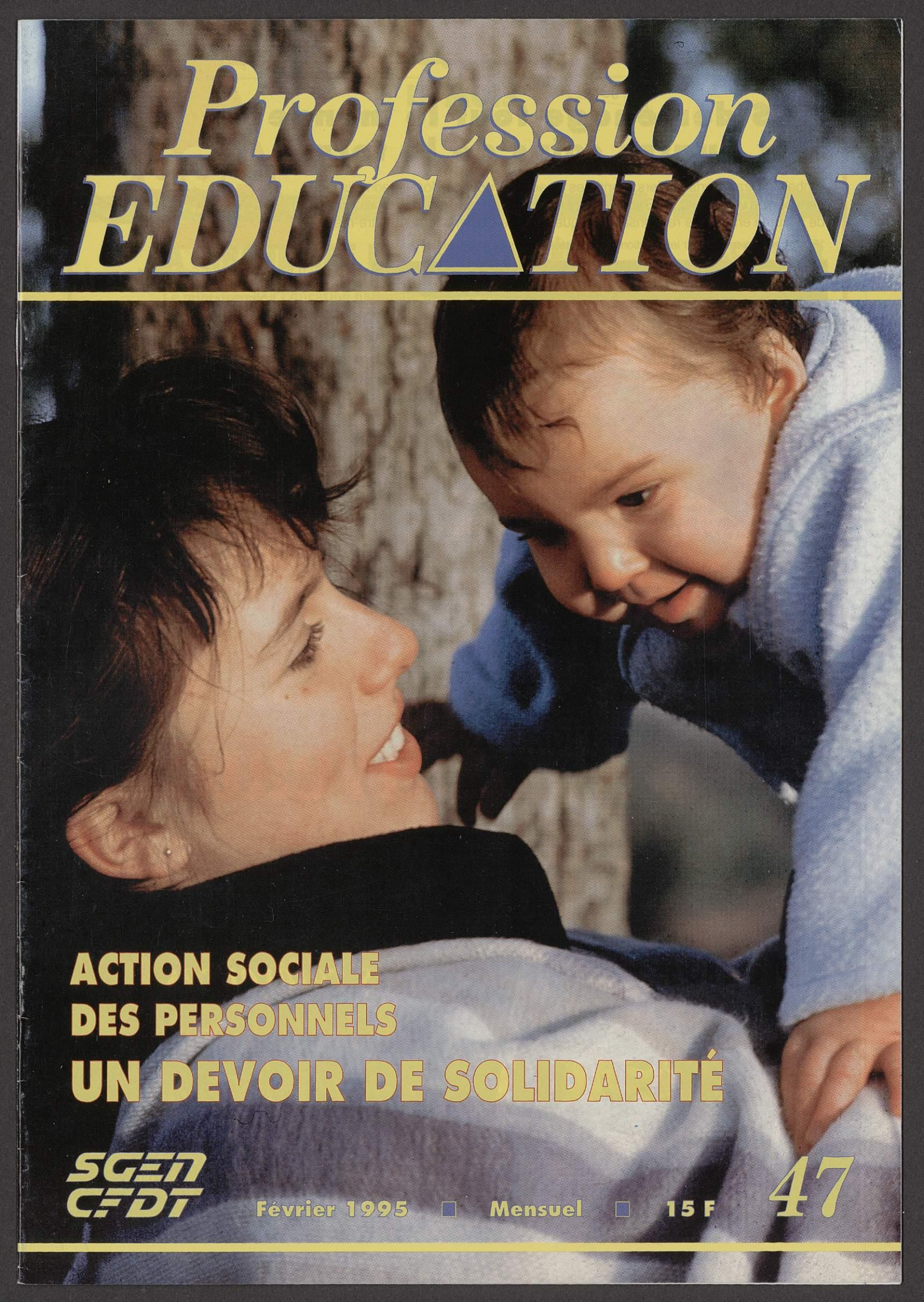


# *Profession* **EDUCATION**

A close-up photograph of a woman with dark hair, smiling warmly at a young child. The child, wearing a blue and white striped sweater, is leaning in towards the woman. The background is a textured, light-colored wall.

**ACTION SOCIALE  
DES PERSONNELS  
UN DEVOIR DE SOLIDARITÉ**

**SGEN  
CFDT**

Février 1995



Mensuel



15 F

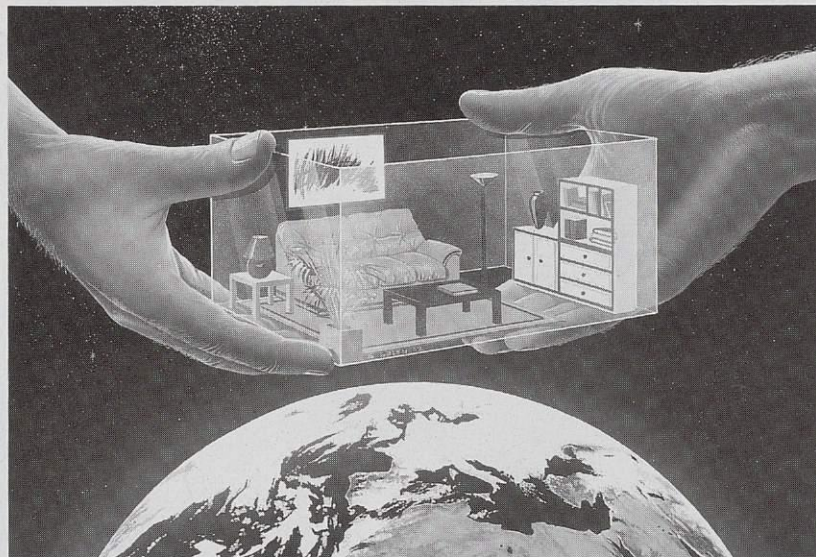
**47**

DEVIS GRATUIT

# AGS déménage tout le monde aux quatre coins de la terre.

Emballage, transports routiers, maritimes ou aériens, douane, dossier administratif\*, transport de voiture, etc. AGS vous assure en permanence le maximum de qualité et de sécurité en étant le responsable unique de votre déménagement outre-mer.

\* Facilités de paiement pour les fonctionnaires mutés dans les DOM-TOM et à l'étranger.



**NUMERO VERT 05 05 05 47**

APPEL GRATUIT

Pour toute la Métropole



# AGS



Paris

11, bd Gallieni - 92230 Gennevilliers

Tél. : (1) 40 80 20 20

**Londres**

Tél. : (081) 961 75 95

**Berlin**

Tél. : (49.30) 429 28 65

**Prague**

Tél. : (42.2) 841 25 22

**Varsovie**

Tél. : (48.22) 562 55 55

**Lille**

Tél. : 20 31 53 71

**Le Mans**

Tél. : 43 23 42 42

**Brest**

Tél. : 98 20 30 30

**Dinan**

Tél. : 40 92 09 50

**Nantes**

Tél. : 40 92 09 50

**Troyes**

Tél. : 25 79 00 23

**Metz**

Tél. : 87 30 05 72

**Lyon**

Tél. : 78 77 54 33

**Grenoble**

Tél. : 76 62 05 64

**Nice**

Tél. : 93 64 59 40

**Marseille**

Tél. : 91 02 62 40

**Montpellier**

Tél. : 67 47 01 09

**Carcassonne**

Tél. : 68 47 61 61

**Tarbes**

Tél. : 62 93 55 01

**Marmande**

Tél. : 53 20 65 65

**Guadeloupe**

Tél. : (590) 26 72 71

**Martinique**

Tél. : (596) 57 10 10

**Guyane**

Tél. : (594) 30 73 70

**La Réunion**

Tél. : (262) 43 41 72

**Mayotte**

Tél. : (269) 61 17 17

**Nouvelle-Calédonie**

Tél. : (687) 28 63 33

**Tahiti**

Tél. : (689) 43 39 55

Agents à Djibouti et Saint-Pierre et Miquelon.

Guide pratique de la **Direction d'école**



Première édition  
Textes à jour au 1<sup>er</sup> janvier 1995

**SGEN  
CFDT**

# Nouveauté

*Un outil  
indispensable,  
des références  
et des repères  
pour toute l'école*

Les textes fondamentaux, des conseils, des fiches pratiques et des adresses indispensables. Couverture cartonnée, format 14,5 x 21 cm, 188 pages. Prix : 60 F Non adhérent : 90 F. À commander auprès de votre syndicat local.

## ZONE D'ÉDUCATION PRIORITAIRE

## LA CIRCULAIRE EST ANNONCÉE

Le ministère de l'Éducation nationale prépare une nouvelle circulaire sur les zones d'éducation prioritaires.

Initialement prévue à la rentrée 1996, la révision de la carte des Zep est reportée à la rentrée 1997.

Le Sgen-CFDT défend son projet.



P. Bader

Le Sgen-CFDT souhaite que le ministère accentue l'effort budgétaire en direction des Zep.

**L**a nouvelle circulaire concernant la politique Zep est en cours d'élaboration. Elle devrait abroger tous les textes antérieurs, y compris la circulaire "fondatrice" de 1981 que le Sgen-CFDT souhaite voir préservée. La pertinence de la démarche Zep dans la lutte contre l'exclusion est réaffirmée, avec ses différents as-

pects essentiels : objectif de réussite scolaire, projet de zone, partenariat avec d'autres acteurs du domaine social et culturel, structures de pilotage et d'animation - dont coordonnateur déchargé -, formation, moyens spécifiques. Certaines observations du Sgen-CFDT ont été entendues. Dans l'état actuel du projet, il n'est plus

question par exemple de "handicap". Par contre, rien sur la traduction dans le service des personnels, sous la forme de trois heures de concertation, de la reconnaissance des conditions d'exercice liées à la mise en œuvre du projet Zep. Sur ce point essentiel, c'est le dialogue de sourds !

## PAS D'HEURE DE CONCERTATION

La circulaire prévoit la redéfinition de la carte des Zep. On y note la nécessité de réduire les disparités entre académies, de mieux harmoniser le dispositif avec la politique de la ville en concentrant les moyens sur les zones urbaines fragiles où s'accumulent les difficultés. La « répartition plus équitable des Zep sur le territoire national » se ferait sur la base d'un taux plafond par académie d'élèves susceptibles de relever du dispositif. Ce taux serait établi sur la base de critères scolaires et sociaux et en considération de la proportion nationale d'élèves actuellement scolarisés en Zep. Cette démarche "à moyens constants" s'accompagnerait de la sortie de Zep des établissements ruraux et des lycées. Le Sgen-CFDT est en désaccord avec le caractère systématique du processus concernant les Zep rurales et les lycées - en particulier pour les lycées professionnels - et il continuera à peser sur ce point et sur la nécessité dans un contexte socio-économique dégradé d'accentuer l'effort budgétaire en direction des Zep.

Raymonde Piécuch

## ÉDITO

## ACCENTUER LA PRESSION !

Monsieur Balladur et le gouvernement se moquent du monde. Le Sgen-CFDT lance une semaine nationale d'actions diversifiées du 6 au 11 février. La loi de programmation sur l'éducation, autour de laquelle ils ont fait tant de bruit, n'a été votée ni à la session d'automne du Parlement, ni à la session extraordinaire de janvier. Elle a été seulement adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale. Compte tenu des échéances politiques, son examen est renvoyé au mieux à la fin juin. Entendons-nous bien. Le contenu de cette loi ne nous convient pas. Il s'agit d'une fausse loi de programmation qui ne trace aucune perspective ambitieuse de nature à faire face aux défis de demain. Les masques tombent. L'éducation n'est pas la priorité de ce gouvernement. Le décalage entre les belles déclarations et la réalité est patent. En même temps, la rentrée 1995 se prépare dans de mauvaises conditions. Les fermetures de postes prévues nient les besoins. En particulier, aucun plan d'abaissement des effectifs des classes surchargées n'existe, ni dans les écoles, ni dans les collèges et lycées. Les moyens consacrés aux Zep sont insuffisants pour un travail d'équipe, inter-institutionnel et de partenariat. Les actions de formation continue des personnels sont remises en cause. Il en est de même pour les congés mobilité, réduits à une peau de chagrin. Quant aux heures supplémentaires, elles constituent toujours un scandale. La plus grande partie d'entre elles devrait être transformée en emplois selon un plan à négocier. Dans l'Enseignement supérieur et la Recherche publique, la situation est particulièrement critique. Alors que la campagne électorale s'engage, il faut accentuer la pression. C'est le sens des initiatives que prennent les instances locales du Sgen-CFDT dans le cadre de la semaine d'action.

Jean-Michel Boullier

## SOMMAIRE

## 3 ÉDITORIAL

## ACTUALITÉ LE MOIS

- 3 Nouvelle circulaire Zep
- 4 Programmes 1<sup>er</sup> degré
- 5 La rentrée 1995
- 6 Rythmes scolaires

## 7 INTERNATIONAL

Le travail des enfants

## 8 INITIATIVES

Questions d'éducation à Nancy

## 9/14 DOSSIER

Action sociale des personnels

## 15 NOTES DE LECTURE/PA

## MÉTIER

- 16 Les personnels de direction dans l'action
- 17 Brèves catégorielles

## 18 L'INVITÉ

Rapatriées d'Algérie 94

Couverture : E. Dal'Secco

## LE MOIS

## EN BREF

ÉLECTIONS :  
RÉSULTATS VARIÉS

• Vingt-deux mille ITA (Ingénieurs, techniciens, administratifs) viennent de renouveler leur CAP. Avec 13,4 %, le Sgen-CFDT perd 3,1 points par rapport à 1990 (-1,2 en prenant en compte uniquement les corps où le Sgen-CFDT présentait des listes). La Fen avec 54 % (+1,6) demeure largement la première organisation devant la CGT 19,8 % (+0,3). En revanche, avec 10,9 % (-0,6), FO n'a plus d'élus en CAPN et la FSU (5,2 %) fait une timide apparition. Le Sgen-CFDT conserve tous ses sièges de 1990, avec même un second siège chez les ingénieurs de recherche où il dépasse les 35 % ! D'une région à l'autre, les résultats sont particulièrement contrastés avec de très bons résultats à Caen (39,8 %) ou à Créteil (30,8 %). Les bons résultats se trouvent dans des académies où existe une implantation militante ancienne et active.

• À la CAPN des inspecteurs de l'Éducation nationale, avec 13 % des voix, le Sgen-CFDT perd 5 points par rapport à 1991 (apparition d'une troisième liste en 1994). Il conserve ses sièges à Poitiers et à Caen, mais perd ceux d'Aix et de Grenoble.

La Fen avec 67 % perd 15 points. Les pertes en voix du Sgen-CFDT et de la Fen sont allées à la FSU (20 %).

• Les IUUFM ont renouvelé, comme chaque année, les représentants des étudiants et stagiaires aux conseils d'administration. La participation demeure très faible : seul un usager sur cinq s'est exprimé. Le Sgen-CFDT recueille près de 16 % des voix, soit une progression d'un point. La FSU (avec 49,55 %) progresse au détriment de la Fen (28,49 %). Le nombre de listes déposées par la CGT est en hausse, alors que FO avait choisi de ne pas participer aux élections. Les résultats du Sgen-CFDT sont contrastés, les bons résultats, comme à Strasbourg (le Sgen-CFDT est la première organisation avec 37,42 %) ou Grenoble (38,56 %) sont le fruit d'une présence active dans les lieux de formation.

## RÉNOVER LA SÉCU

Pour une sécurité sociale solidaire, la CFDT, la Mutualité française, la Fen, la FSU, l'Union des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux, Médecins du monde et la Fédération nationale des accidentés de travail et des handicapés seront ensemble dans l'action le 8 février.

## PROGRAMMES DES ÉCOLES

## DES NOUVEAUTÉS ÉCHELONNÉES

Les nouveaux programmes pour l'école sont le résultat de plusieurs années de travail du ministère. Ils ont été définitivement arrêtés après consultation de tous les enseignants du premier degré en début d'année. Le Conseil supérieur de l'Éducation a donné son avis le 8 décembre. Ses propositions n'ayant été que partiellement entendues, le Sgen-CFDT s'est abstenu.

**A** partir de septembre 1995, les enseignants des écoles maternelles et élémentaires devront appliquer de nouveaux programmes (prochainement au BOEN).

Le Sgen-CFDT demandait un allègement important pour répondre à la réduction de l'horaire élève (26 heures au lieu de 27) et à l'ajout de nouvelles disciplines ou activités (langues vivantes, informatique...).

Il souhaitait une conception différente avec une liste d'objectifs transversaux à atteindre (et non une liste de contenus) pour faciliter le travail en équipe de cycle. Pour le Sgen-CFDT, les enseignants devaient disposer d'une hiérarchisation des objectifs, avec ce qu'il est indispensable d'avoir acquis à la fin de chaque cycle.

DES PROGRAMMES  
ALLÉGÉS

Il a été partiellement entendu. Les programmes sont allégés. Certaines notions sont supprimées, en particulier au cycle III. Les acquisitions sont étalées sur plusieurs cycles ou leur ambition est réduite (souvent, il ne s'agira plus que d'une "première approche").

## QUID DES LANGUES VIVANTES ?

Langues vivantes, le ministère semble avoir tranché. Initiation au CE1, généralisée à la rentrée prochaine, et apprentissage au cycle III avec des programmes en cours d'élaboration.

Le ministère considère que les enseignants du premier degré sont en capacité d'en-



Le Sgen-CFDT demande la publication des objectifs à atteindre. Cela devrait être le cas pour les cycles II et III.

seigner les langues vivantes. Il suffit de leur fournir des outils, en l'occurrence des cassettes audio, accompagnées d'un livre du maître de 240 pages ! Curieux moyen de concevoir l'enseignement. Cela augure mal de l'avenir des langues vivantes à l'école.

au sein de chaque cycle. Le Sgen-CFDT aurait souhaité que les compétences du cycle I soient elles aussi hiérarchisées.

Néanmoins, la partie "école maternelle", applicable dès la rentrée 1995, est bien centrée sur l'enfant pris dans sa globalité. Le Sgen-CFDT approuve cette clarification et reconnaissance claire de l'école maternelle. Pour les autres niveaux, la mise en place sera échelonnée. Les programmes de CP et de CE2 seront applicables à la rentrée 1995, ceux de CE1 et CM1 en septembre 1996 et ceux de CM2 en 1997.

Annie-Laure Girardin

## RENTÉE SCOLAIRE 1995

## SURTOUT PAS DE VAGUE

Le ministère de l'Éducation nationale organise la rentrée 1995 sur fond de campagne présidentielle. Priorité à l'accueil des élèves dans les écoles, redéploiement pour les collèges, incohérence pour les lycées et baisse des effectifs en lycées professionnels. Une préparation qui ne convient pas au Sgen-CFDT.

**É**coles, collèges, lycées et lycées professionnels, la rentrée se prépare en janvier.

Dans le premier degré, aucune création de poste n'est prévue. Pour éviter de trop nombreux transferts de postes d'un département à l'autre, le ministère récupère quatre cents des six cents emplois de congé mobilité. Grâce à cette mesure et à une baisse des effectifs d'environ vingt-cinq mille enfants, le taux d'encadrement s'améliore. Campagne présidentielle oblige, l'accueil des élèves est privilégié : baisse du taux d'encadrement en maternelle, accueil des deux ans en Zep, intégration des élèves handicapés et maintien du réseau des écoles rurales. Cette dernière mesure, prolongeant le moratoire sur les écoles à classe unique, aboutit à des absurdités, comme cette école de l'Eure maintenue pour deux élèves. Dans le second degré, priorité aux collèges. Les recteurs, profitant de la baisse des effectifs en lycée, organisent le redéploiement. Chaque inspection académique interprète la généralisation de l'expérimentation



Dans les collèges, les lycées et les lycées professionnels, la transformation des heures supplémentaires permettraient de créer 30 000 emplois.

en sixième et l'absence de grille horaire crée de sérieuses difficultés pour attribuer les moyens.

INTERPRÉTATIONS  
DANS LE SECOND DEGRÉ

Dans les lycées, le ministère ne tient pas compte des effets induits par ses réformes. Les nombreux doublants de seconde vont-ils entrer en première ? Le bac 1995, bac à risque selon la presse et certains responsables du ministère, pourrait

avoir des effets importants sur les redoublements en terminale. Rien n'est envisagé pour accueillir ces élèves. L'organisation de la rentrée sera d'autant plus difficile que la carte des options devient ingérable.

Dans les lycées professionnels, les effectifs sont en baisse. Cette tendance nationale qui entraînera des fermetures de postes, ne se vérifie pas partout. À Lille ou Besançon, par exemple, le nombre d'élèves augmentera. Les dernières sections de CAP en trois ans fermeront dans la plupart des académies. Des CAP en deux ans seront créés. Le recrutement dans les sections de BEP et de CAP sera perturbé par les suppressions, ou les transferts en collège, des classes technologiques.

À tous les niveaux, le ministère souhaite une préparation de carte scolaire en douceur. Une rentrée de campagne électorale.

François Balédent

## EN BREF

CONGÉ MOBILITÉ,  
LE MASSACRE !

Les engagements pris en 1979 n'ont pas été tenus. 3000 congés de mobilité devraient aujourd'hui exister dans le 2<sup>e</sup> degré et 3000 dans le 1<sup>er</sup> degré, nous en sommes respectivement à 800... et 200 ! On ne progresse plus, on régresse. Pour justifier cette misère, le ministère s'abrite derrière le peu de succès et les difficultés de la formule. Il n'a rien fait pour crédibiliser ce type de congé. Information, assistance et conseil, bilans réguliers sont pourtant expressément contenus dans l'accord de 1993 sur la formation continue des personnels. Le Sgen-CFDT vient d'écrire au ministre pour lui demander une relance du dispositif. La mobilité professionnelle est un acquis. Le Sgen-CFDT y tient.

LES QUATRE JOURS  
PLÉBISCITÉS

L'organisation actuelle de la semaine ne satisfait plus enseignants et parents. Son maintien n'a recueilli que 15,4 % de réponses favorables à la consultation sur les rythmes scolaires lancée par le ministère en juin. 40 000 conseils d'école ont répondu. La semaine de quatre jours est largement plébiscitée. La solution retenant douze jours de récupération rassemble près de 40 % d'opinions positives et les autres solutions, principalement la semaine de quatre jours sans récupération, 22 %. L'allongement de la journée à 6 heures 30, contraire au cadre fixé par la loi d'orientation et à l'avis personnel du ministre, est proposé par une école sur cinq. L'idée de remplacer le samedi matin par le mercredi matin séduit peu : 4 % des conseils l'ont retenue. C'est maintenant au niveau local - inspecteur d'académie et commune - de rechercher la solution privilégiée pour une mise en place à la rentrée 1995.

## RÉUSSIR LE 21 MARS

Dans le cadre de la semaine d'éducation contre le racisme, du 20 au 24 mars 1995, le collectif organisateur fera du 21 mars, journée internationale contre le racisme, un point fort. Cette journée est placée sous le patronage du ministère de l'Éducation nationale, et reconnue par le Conseil de l'Europe. Projections, débats, expositions seront proposées aux établissements scolaires. Renseignez-vous auprès du Sgen-CFDT.



• Dans les écoles maternelles et élémentaires, la revendication reste 25 élèves maximum par classe.

D'autres moyens que le moratoire doivent être mis en place pour maintenir l'école rurale. Effet d'annonce, la formation continue, outil prioritaire dans le Nouveau contrat pour l'École, ne reçoit aucun moyen nouveau.

• Dans les collèges, lycées et lycées professionnels, les heures supplémentaires représentent près de 30 000 emplois. Les conseils d'administrations doivent exiger leur transformation en création de postes.

• Dans les lycées professionnels, le Sgen-CFDT demande que des solutions satisfaisantes soient trouvées pour les personnels touchés par des suppressions de postes dans certaines disciplines.

## EN BREF

**GRETA : LES MÉFAITS DE LA PRÉCARITÉ**

L'activité des Greta est en baisse de près de 20% en moyenne (les entreprises ont réduit leur demande, un grand nombre d'activités ont été arrêtées en attendant le relais par les régions) et le temps de service des formateurs contractuels a été augmenté arbitrairement en 94. Conséquences : non-réemploi, chômage partiel imposé, contrats plus courts, aggravation des conditions de travail. Les réactions n'ont pas manqué : grèves ou manifs en Bretagne, Basse-Normandie, à Grenoble, Angers, etc. Le Sgen-CFDT dénonce toute atteinte à l'emploi et ses conséquences sur les contractuels, et rappelle son exigence d'un plan de titularisation.

**SUP-RECHERCHE**

Journée nationale d'action le 7 février. Les organisations syndicales du monde de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Sgen-CFDT, CGT, FO, Fen, FSU, Snirs-CGC, SNCS, Unef, Unef-Id, représentant les différentes catégories de personnels et les étudiants, ont décidé ensemble de cette action. Cette journée s'inscrit dans le prolongement des diverses actions menées depuis la mi-octobre pour obtenir les moyens budgétaires de faire fonctionner le Service public, pour s'opposer à divers projets dangereux concernant la Recherche. Cette journée sera marquée par une manifestation à Paris à 14 heures, ainsi que par la remise à Matignon de la pétition nationale intersyndicale.

**QUEL PROJET POUR LE CNDP ?**

Depuis la réforme de 1992 qui a vu les CRDP devenir des établissements autonomes, le CNDP se cherche. La nomination d'un nouveau directeur, François-Roger Gauthier, permettra-t-elle d'avancer sur les quatre dossiers jugés prioritaires par un récent rapport d'audit : titularisation des personnels techniques ouvriers (PTO : ils représentent le tiers de l'effectif), réforme de structure, contrat d'objectif avec le ministère de l'Éducation nationale, localisation des services ? Cette dernière question, au CNDP comme dans d'autres établissements est particulièrement sensible. Le ministère, que le Sgen-CFDT vient de rencontrer, se dit prêt à travailler à un nouveau démarrage du CNDP, qu'il considère comme un outil important de la rénovation pédagogique.

## MAÎTRES AUXILIAIRES ÉTRANGERS

**L'AUBE DE LA SOLIDARITÉ**

Le dispositif mis en place en juin dernier pour contrer les expulsions de maîtres auxiliaires étrangers ne s'est pas relâché avec la fin de l'été.

La preuve, l'aventure de Moussa Sacko, dans l'académie de Créteil.

La mobilisation, large et unitaire, a payé.

Vendredi 13 janvier à l'aube, à Roissy, aéroport international. Moussa Sacko est de retour en France. Pour l'un de ces jeunes fréquentant un établissement scolaire régulièrement depuis quelques années, une situation "administrative" aberrante a pu se dénouer. Mais il a fallu de la mobilisation, de l'unité et de la ténacité.

Depuis la mi-novembre, ce jeune Malien, élève au lycée professionnel des Carrières à Vitry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, avait disparu, proprement enlevé par les forces de police. À quelques encablures de l'élection présidentielle, Pasqua et son gouvernement "font du chiffre", et les jeunes de nos lycées sont victimes de contrôles au "faciès".

**UN COLLECTIF UNITAIRE UTILE**

Revenons aux origines. Il y a déjà presque une année que le Sgen-CFDT a favorisé et cherché la création d'un collectif académique. Dès le début, nous pensions que sur un tel sujet, il existait une forte capacité de mobilisation unitaire.

Attachés à la recherche de l'unité sans exclusive quand ont été définies en commun, plate-forme, méthode et activités, forts du travail déjà ancien des unions départementales CFDT et de leurs syndicats Sgen-CFDT dans huit collectifs antiracistes du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne, les Sgen-CFDT de l'académie de Créteil ont pris toute leur place dans la création et l'animation du collectif de défense.



Même après l'été, la vigilance.

En juin 94, ce collectif a pris une ampleur nationale sous le titre "Collectif national de défense des élèves, lycéens, étudiants, maîtres auxiliaires et contractuels étrangers menacés d'expulsion". Un réseau de vigilance a été mis en place et a diffusé un guide contenant des modèles de lettre de recours auprès du préfet, du ministre de l'Intérieur et du tribunal administratif. Le dispositif semblait disproportionné, au vu du faible nombre de cas que le collectif a eu à traiter pendant l'été. Pourtant, il a montré son utilité quand Moussa à disparu. Très rapidement alerté par les sections syndicales Sgen-CFDT et Sden-CGT de l'établissement, le

collectif a pu jouer à plein son rôle.

La mobilisation a été unitaire et forte, que ce soit à Vitry, au LP des Carrières, de la part du personnel et des sections syndicales, des élèves et des élus de la ville, ou encore des responsables des différents stages professionnels de Moussa Sacko. Et c'est tout ce petit monde - y compris quelques militants Sgen-CFDT - qui était là à l'aube pour accueillir Moussa Sacko, démontrant ainsi que l'avenir est à ceux qui se lèvent tôt... pour défendre leur conception de la solidarité et de la citoyenneté.

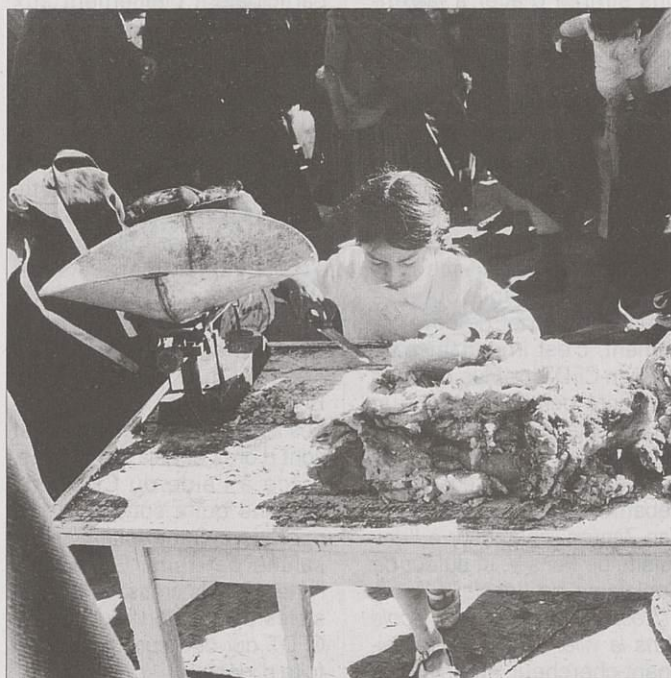
**Dominique Guibert**

TRAVAIL DES ENFANTS

## REFUSER L'INSUPPORTABLE

La Confédération internationale des syndicats libres (CISL)  
à laquelle appartient la CFDT, vient de lancer  
une campagne mondiale contre le travail des enfants.

Le Sgen-CFDT se sent directement concerné  
pour dénoncer un secret bien gardé.



Chambre noire

Selon le Bureau international du travail (BIT), dans les pays en voie de développement, plus de 18 % des enfants âgés de 10 à 14 ans travaillent.

**D**e cent à deux cents millions d'enfants de 4 à 15 ans travaillent durement dans les mines, les fabriques d'allumettes, la vente, la restauration, la blanchisserie, les services domestiques, le tissage des tapis, la confection de vêtements, ou encore dans les champs, les plantations et sur les chantiers de construction.

Selon le Bureau international du travail (BIT), dans les pays en voie de développement, plus de 18 % des enfants âgés de 10 à 14 ans travaillent. Il s'agit là d'un scandale contre lequel doivent lutter les organisations syndicales des différents pays du monde, toutes professions confondues.

Au Bangladesh, d'après les estimations, de 25 à 30 %

des travailleurs de l'industrie de l'habillement ont moins de 14 ans. Dans certaines usines, ce chiffre atteint 70 %. Ce sont en général des filles âgées de 10 à 14 ans. Elles sont employées de 8 heures à 16 h 45. Très pauvres, les parents sont souvent obligés de faire travailler leurs enfants dans la même usine qu'eux. Ils contribuent ainsi aux maigres revenus de la famille tout en restant un peu sous surveillance.

Dans la construction, près d'un tiers des travailleurs seraient des enfants. Dans les carrières, ils concassent entre 7 et 9 mètres cubes de pierres par semaine. Leur journée commence à 7 heures et peut se poursuivre jusqu'à 22 heures.

Au Mexique, la loi interdisant le travail en dessous de 14 ans, est peu respectée dans les petites entreprises. 85% des enfants interrogés lors d'une enquête de la CISL travaillaient dans l'économie non structurée parce que leurs parents n'avaient pas un revenu suffisant pour entretenir la famille.

Le nombre d'enfants de la rue (sans liens familiaux et survivant par leurs propres moyens) ou dans la rue (vivant avec leur famille mais passant beaucoup de temps dans les rues en gagnant un peu d'argent) est considérable.

### COMDAMNER LE SERVAGE

Bangladesh et Mexique, mais aussi Inde, Népal, Philippines, Brésil, Pérou, Colombie, Indonésie, Thaïlande, Chine... De nombreux pays sont montrés du doigt à propos de ce véritable servage.

Des actions sont possibles. Des pressions doivent s'exercer pour contraindre les états à ratifier les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), et pour inclure des clauses interdisant le travail des enfants dans les accords commerciaux internationaux. Des campagnes pour imposer des enquêtes et le boycott de produits réalisés par des enfants peuvent être organisées.

Les organisations internationales impulseront des programmes spécifiques pour venir à bout de cette pratique intolérable.

Jean-Michel Boullier

EN BREF

### L'AFEC EN COLLOQUE

L'Association francophone d'éducation comparée (Afec) organise son colloque annuel du 18 au 20 mai 1995 à Sèvres (92) sur le thème : "modèles, transferts et échanges d'expériences en éducation". Différentes commissions sont prévues : les transpositions et évolutions dans les pays du Sud, les contextes d'influences en Europe et en Amérique du Nord, la mondialisation et ses effets. Pour son président, Jean-Michel Leclercq, l'élaboration des politiques éducatives et les relations entre les sociétés exigent « des investigations approfondies sur de multiples aspects du fonctionnement des systèmes éducatifs alors que tant de décisions cruciales s'appuient encore sur des lieux communs ou des contresens. » Pour tout renseignement : Afec, 1 avenue L-Journault, 92310 Sèvres.

### KENYA : RÉPRESSION SYNDICALE

Le Sgen-CFDT vient d'intervenir de nouveau auprès de Monsieur Daniel Arap Moi, président du Kenya, suite au refus du gouvernement de ce pays d'accorder le statut de syndicat à l'Universities Academic Staff Union (UASU). L'Internationale de l'éducation (IE) lui avait écrit pour discuter des moyens de résoudre ce conflit. Aucune réponse. Il s'agit, pour les organisations membres de l'IE, de protester également contre le retrait des salaires à certains membres de l'UASU et contre le licenciement de plusieurs universitaires en raison de leurs fonctions syndicales. Des violations flagrantes de la Convention de l'Organisation internationale du travail.

### L'INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION À L'ONU

Une délégation de l'IE a rencontré récemment le secrétaire général de l'Onu, Boutros Boutros-Ghali. Une grande première. Les droits de l'Homme, et notamment la situation au Kosovo, ont été au centre de cette discussion constructive. L'IE a manifesté sa volonté de contribuer au débat général sur le rôle et l'avenir des Nations-Unies à l'occasion de leur cinquantième anniversaire en 1995. Monsieur Boutros-Ghali a indiqué qu'il souhaitait que les Nations-Unies établissent des relations constructives avec les organisations représentant la société civile, et notamment les organisations syndicales de l'éducation.

## QUESTIONS D'ÉDUCATION

Un syndicat qui soit aussi un laboratoire d'idées. Un moyen supplémentaire pour lui de rencontrer les personnels et les partenaires. Telles sont les motivations essentielles qui ont amené le Sgen-CFDT de Meurthe-et-Moselle à se lancer dans l'organisation d'un forum trimestriel. La première édition, intitulée "Les parents face à l'école", a remporté un vif succès.

Suscité par l'intervention d'Agnès Henriot-Van Zanten, le débat a permis de faire ressortir le traitement de certaines questions, entre autre celles-ci :

*L'attente parentale en matière d'éducation s'est-elle accrue ou bien s'est-elle déplacée sur un autre registre ?*

Elle s'est accrue et elle s'est déplacée. Il y a eu un changement quantitatif et qualitatif. Jadis, la demande à l'égard de l'école ne concernait qu'une petite fraction de la population ; aujourd'hui, elle concerne un très grand nombre de familles et son niveau s'est indiscutablement élevé. Il est également vrai que l'attente parentale s'est déplacée, elle est moins de type culturel que de type instrumental, c'est-à-dire que l'on attend moins de l'école une élévation du niveau de savoir que l'obtention d'un diplôme socialement et économiquement rentable.

*L'univers de la famille bouge beaucoup en ce moment ; de nouvelles formes d'organisation familiale sont en train d'apparaître de manière assez massive. Ont-elles une incidence sur la scolarité des enfants et sur les relations parents-enseignants ?*

Nous avons des travaux en sociologie de la famille sur les divorces, les familles monoparentales ou encore les familles recomposées... il existe aujourd'hui un corpus de données non négligeable sur ces nouvelles réalités ; en revanche, nous n'avons pas de travaux sur l'impact de ces nouvelles formes d'organisation familiale sur la scolarité des enfants. Nous avons remarqué qu'il y a un décalage important dans le

discours des enseignants. Ceux-ci acceptent pour eux-mêmes ces nouvelles formes de vie, alors qu'ils semblent les récuser pour les familles de milieux modestes. Le discours sur les familles monoparentales par exemple, devient vite un discours stigmatisant dans la bouche des enseignants lorsqu'il regarde les familles populaires. Il suffit de lire des projets d'établissement pour voir que c'est souvent une manière de déclinier le concept de famille défavorisée. J'ai moi-même remarqué que certaines familles cachaient des réalités les concernant pour précisément ne pas faire mauvaise impression auprès des enseignants. Ceci dit, nous manquons aujourd'hui d'éléments empiriques pour vraiment répondre à une telle question.

*Le sociologue de l'éducation semble contester la notion de projet. Qu'est-ce qui motive une telle critique ?*

Le sociologue ne conteste pas la notion de projet ; il ne l'approuve pas non plus ; il essaie de comprendre pourquoi le système éducatif insiste tant sur le projet de l'élève aujourd'hui et ce que cela implique pour les familles en termes de responsabilisation, de recherche d'informations et de planification. On peut, par ailleurs, se demander si la notion de projet peut devenir un concept sociologique. La question est alors de savoir à partir de quels indicateurs (attitudes, comportements...) il est possible et légitime d'inférer qu'un acteur a un projet. Ce n'est pas simple ; je crois que l'on peut dire que la notion de projet n'a pas encore accédé à la dignité d'un concept sociologique.

Une dynamique est lancée. Fort du succès des débats publics organisés ces dernières années (voir *Profession Éducation* n° 37), le Sgen-CFDT de Meurthe-et-Moselle a décidé d'aller plus loin. Il a mis sur pied un forum trimestriel, *Questions d'éducation*. Le premier s'est tenu le 9 décembre 1994 dans les locaux de l'IUFM de Lorraine à Nancy. « Nous avons choisi l'IUFM, car c'est le moyen le plus simple d'aller à la rencontre des débutants. C'est un de nos objectifs » explique Patrice Sanglier, secrétaire général du syndicat. Et il ajoute : « Ces rencontres sont le moyen de réaffirmer une image de syndicat qui réfléchit, qui débat, qui se veut en prise sur la recherche pédagogique et sociologique. De plus, ce peut être un formidable outil de communication et de développement, c'est important pour le Sgen-CFDT. » Plus de cent cinquante personnes, dont un tiers de stagiaires, se sont réunies autour du thème de ce premier forum, pour écouter et débattre, avec Agnès Henriot-Van Zanten, chercheur à l'université de Paris V, et auteur de *Sociologie de l'école*, *L'école et l'espace local*, et de *L'école dans la ville*. « Avec un enseignant-chercheur en sciences de l'éducation, nous avons cherché les terrains de débats porteurs d'intérêt. À partir de là, nous avons pu établir des contacts avec des personnes susceptibles d'alimenter le dé-

bat » explique Patrice Sanglier. Pari réussi, les sentiments après la soirée étaient positifs. « J'ai été vraiment satisfaite par la qualité de l'intervention et des débats qui s'en suivirent » dit Raymonde, enseignante en lycée. « Il me semble très positif que les résultats de la recherche soient ainsi proposés à la réflexion des acteurs de l'École. » Les stagiaires, quant à eux, ne cessaient de prendre des notes, et participaient pleinement aux débats.

### RÉFLEXIONS ET PROPOSITIONS

Devant le succès, les dates des deuxième et troisième trimestres sont déjà arrêtées. Le 13 mars, le Sgen-CFDT recevra à Nancy Jean-Pierre Astolfi (*L'école pour apprendre*), et le 8 juin Elisabeth Bautier (*Rapport au savoir, rapport à l'école*) qui travaille avec Bernard Charlot.

Les actes de ce premier débat sont d'ores et déjà disponibles, grâce à l'aide du CRDP de Lorraine qui a soutenu cette opération. Cette initiative est saluée par tous. Elle figure l'une des concrétisations possibles de l'action d'un Sgen-CFDT qui demeure un laboratoire d'idées.

**Vincent Fabre**

Pour se procurer les actes : CRDP Lorraine, 99 rue de Metz, 54000 Nancy au prix de 39 F + 18 F de port.



Autour d'Agnès Henriot-Van Zanten, Erick Prairat, maître de conférence à l'IUFM de Lorraine, et Patrice Sanglier qui ont préparé le forum.



# ACTION SOCIALE DES PERSONNELS

**L'action sociale des personnels de l'Éducation nationale est en retard. Le budget qui lui est consacré est bien en deça des besoins.**

**Ce dossier permet de faire le point sur les situations très diverses selon les secteurs et selon les académies.**

**Il permet de rappeler les exigences du Sgen CFTD.**

**Dossier coordonné par Claude Azéma.**

## L'ACTION SOCIALE

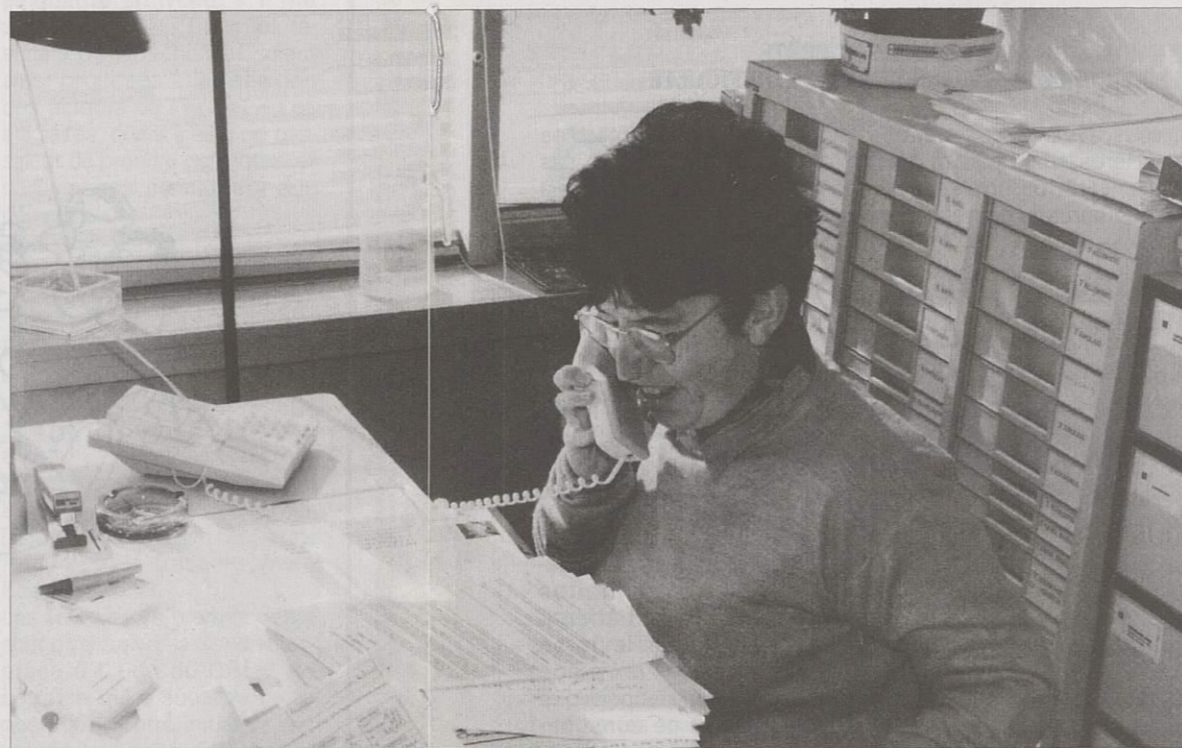
Que recouvre le terme "actions sociales" dans la fonction publique ? Un ensemble de prestations dont une part est constituée par des prestations légales obligatoires (prestations familiales) et l'autre par des prestations dites facultatives car attribuées dans la limite des crédits disponibles. Qui dit "facultatif" dans l'Éducation nationale et de surcroît "dans la mesure des crédits disponibles" a déjà fait le tour du problème ! Cela donne un budget de 360 millions de francs soit un crédit de 380 F par agent, le plus faible et de loin de tous les ministères de la fonction publique (contre 3 500 F par agent au ministère des Finances). Un tiers du budget est géré en pleine responsabilité par la MGEN qui n'a de comptes à rendre qu'à ses adhérents. Le ministère a préféré déléguer ses pouvoirs, ce qui montre son intérêt pour ce domaine. Les actions sociales sont de deux sortes : des aides sociales et des contenus d'animation sociale pour l'individu et ses ayants droits (voir pages 12 et 13), et des actions collectives sociales, culturelles et sportives. Ces aides sont plafonnées à un certain niveau de salaire. Toutes ces actions concernent les personnels de la fonction publique et impliquent deux types de gestion. Une gestion interministérielle par l'employeur et les salariés, et une gestion ministérielle spécifique par l'employeur, les salariés et la MGEN. L'action sociale est un bon révélateur de l'état d'une société, d'une catégorie de personnels. Dans une période de crise économique et avec un budget aussi restreint que celui de l'Éducation nationale, il faudrait un doublement des crédits pour espérer atteindre les 1 % de la masse salariale. Il ne faut pas s'étonner si l'action sociale dérive peu à peu vers l'aide sociale avec

une augmentation des actions de "secours", comme on l'a démontré la dernière commission centrale des œuvres sociales. Devant cette réalité dramatique, sauf à être irresponsables et à se payer de grandes déclarations non suivies d'effets, le Sgen-CFDT a dû dégager des priorités : priorité aux bas salaires et aux personnels précaires et non pas une aide égale pour tous ; priorité à l'aide individuelle plutôt que le financement d'associations pour développer les loisirs ou des voyages ; choix du ticket restaurant plus utilisable dans les zones rurales plutôt que de la construction coûteuse de restaurants collectifs ; priorité au logement, avec recensement nécessaire du parc immobilier de l'Éducation nationale. Ceci est loin de nous satisfaire car on ne peut se contenter de gérer, à la petite semaine, la pénurie. Il faut faire avancer l'action sociale vers des enjeux plus ambitieux. Pour être efficace, le budget de l'action sociale du ministère de l'Éducation nationale doit évoluer vers des crédits équivalents à 3 % de la masse salariale comme dans les autres entreprises. L'action sociale porterait véritablement son nom et offrirait le développement d'activités culturelles et de loisirs en direction de tous les personnels. À l'instar de ce qui se passe dans les comités d'entreprise, cette somme devrait être gérée directement par les salariés. La gestion des crédits d'action sociale dans les comités interministériels d'action sociale va déjà dans ce sens. Ces fonds ne doivent pas être une "aumône" distribuée de façon paternaliste par l'État employeur. Ils constituent un salaire différé que les agents doivent gérer dans la solidarité.

Claude Azéma

## ÉLABORER UNE POLITIQUE ACADÉMIQUE COHÉRENTE

**Jean Angomard représente le Sgen-CFDT au comité académique des œuvres sociales à Nantes. Il participe à l'élaboration de la politique sociale de son académie en liaison avec les comités départementaux des œuvres sociales. Il présente son action.**



Sous prétexte de confidentialité, une nouvelle circulaire empêchera désormais les membres des comités académiques des œuvres sociales de préparer les dossiers.

Le comité académique des œuvres sociales (CAOS) intervient pour traiter les dossiers de demandes d'aide sociale. À Nantes, ses quinze membres (cinq représentants de l'administration, cinq sièges réservés à la MGEN et cinq représentants syndicaux dont un Sgen-CFDT) donnent leurs avis sur les dossiers présentés par l'assistante sociale des personnels ou, en particulier pour les secours et les prêts, déjà instruits par les comités départementaux des œuvres sociales (CDOS). Le recteur prend donc ses décisions à partir d'une liste de bénéficiaires établie par le CAOS en fonction des fonds disponibles dans les différents chapitres des crédits d'action sociale. Chaque année, le Sgen-CFDT veille à ce que tous les crédits soient dépensés. Ils sont déjà modiques et les besoins sont

énormes dans cette période de crise. Le comité se réunit trois à quatre demi-journées par an en séance plénière et doit, en plus du traitement des dossiers, organiser la politique académique des œuvres sociales. Une fréquence bien trop faible pour mener à terme les débats. Surtout quand l'administration ne cesse de remettre les décisions à plus tard et transmet les procès verbaux six mois après.

#### POUR DES PERSONNELS INFORMÉS DE LEURS DROITS

Le Sgen-CFDT a souligné l'importance de l'information des personnels. Malgré la tenue d'une commission qui s'est penchée sur ce problème, aucune décision n'a été prise par l'administration qui a bloqué les crédits et traité ce dossier sans se référer

aux décisions du comité. Le Sgen-CFDT est intervenu pour la création d'une nouvelle Asia qui devrait apporter une aide financière aux personnels en formation. Les actions sociales d'initiative académique (Asia) retenues sont celles qui sont proposées par la majorité des représentants.

#### UN CONSEIL JURIDIQUE POUR L'ACADÉMIE

Ainsi, le Sgen-CFDT a contribué à l'aide aux problèmes concernant la vie privée des personnels, et a promu la mise en place de "conseils juridiques" sur toute l'académie. Il a pris position pour un accroissement de l'aide aux individus au détriment des aides collectives comme les amicales en tous genres auxquelles des crédits sont affectés non en fonction d'un niveau de ressources

mais du nombre d'adhérents de l'amicale. La confidentialité des dossiers dans les différents comités est primordiale. L'assistante sociale qui les instruit est tenue au secret professionnel et les représentants au CAOS sont soumis à un devoir de réserve. Aucune liste de bénéficiaires ne doit être publiée. Certaines académies auraient connu des difficultés. Une circulaire ministérielle interdirait désormais de communiquer les dossiers avant séance aux représentants au CAOS. Comment traiter convenablement trente à soixante dossiers en une demi-journée sans les préparer ? À Nantes, au niveau de la confidentialité, tout fonctionnait bien depuis quelques années. Ce changement de procédure est mal accepté.

Jean Angomard

## SOUTENIR LES COLLÈGUES

**Alain Vauthier est administrateur MGEN et membre de la CDOS de Moselle. Deux fonctions complémentaires à ses yeux.**

Administrateur MGEN, membre de la CDOS. Quel cumul ! Ces deux organismes, chacun à leur place, soutiennent un nombre trop grand de collègues de l'Éducation nationale dans la souffrance ou le besoin. Être administrateur MGEN permet de participer à la vie interne de la mutuelle, de comprendre le fonctionnement d'une grande organisation dont le principe de base est la solidarité. C'est aussi participer à la gestion d'une partie non négligeable de fonds provenant de l'aide sociale du ministère de l'Éducation nationale, celui-ci utilisant la MGEN comme prestataire de service pour le remboursement des prêts ou les chèques vacances par exemple. Au CDOS, les col-

lègues dans le besoin, aidés par les assistantes sociales de l'Éducation nationale, déposent un dossier que la commission tripartite (administration, MGEN, représentants syndicaux) étudie et sur lequel elle émet un avis. C'est le recteur qui prend la décision. Le Sgen-CFDT a toujours déploré que ces commissions n'aient pas pouvoir de décision. Il est à nos yeux important que des représentants syndicaux, et bien sûr du Sgen-CFDT, soient engagés dans ces structures complémentaires l'une de l'autre. Ils ont à y défendre une conception de l'homme et de l'action sociale basée sur la solidarité et non sur la charité.

Alain Vauthier

#### ASSISTANTES SOCIALES ET ACTION SOCIALE

Avec l'accroissement de la précarité, avec la paupérisation de certaines catégories de personnels, l'instruction des dossiers d'action sociale revêt une importance capitale. Mal informés, les personnels ne font pas systématiquement valoir leurs droits. Les assistantes sociales sont dans l'œil du cyclone. Leur nombre est très insuffisant : une assistante sociale pour environ dix mille agents. Il faut faire des prodiges pour constituer tous les dossiers qui seront soumis aux CDOS et CAOS. Or, si les dossiers ne sont pas instruits, les actions ne sont pas repérées et les crédits non utilisés ! Les problèmes liés à la confidentialité se posent de ma-

nière accrue. Les assistantes sociales sont soumises au secret professionnel. Elles peuvent être attaquées en justice, si elles ne le respectent pas, par un usager qui s'estimerait lésé. C'est donc dans un cadre protégé que l'assistante sociale instruit et présente devant la commission le dossier d'action sociale. Moins il y a d'assistantes sociales, moins les dossiers sont traités de manière confidentielle. Les personnels sont dissuadés de présenter leur cas par crainte que ne soient divulguées leur vie privée, leurs difficultés avec les répercussions possibles dans leur milieu de travail.

Monique Lavalette

Les prestations d'action sociale de l'Éducation nationale sont un droit qui fait partie du "contrat de travail" des agents. Elles ne dépendent pas du paiement d'une

cotisation comme le sont les prestations d'une mutuelle. Il ne sera donc question, ici, que des prestations financées sur les crédits d'action sociale du ministère de l'Éducation nationale ou de la Fonction publique. La gestion est parfois confiée à la Mutualité de la Fonction publique dont fait partie la MGEN (Mutuelle générale de l'Éducation nationale). Par leur financement, ces actions s'adressent à tous les agents, qu'ils cotisent ou non à une mutuelle. La MGEN se doit de réserver le même accueil à tous les personnels, cotisants ou non cotisants. Les prestations sont soumises au quotient familial, à l'exception des prestations pour maisons familiales et pour handicapés. Ces actions forment un dispositif qui évolue avec les besoins recensés, ils seraient difficile de toutes les citer dans ce dossier. Il est primordial, pour les bénéficiaires éventuels, de se renseigner à leur sujet.

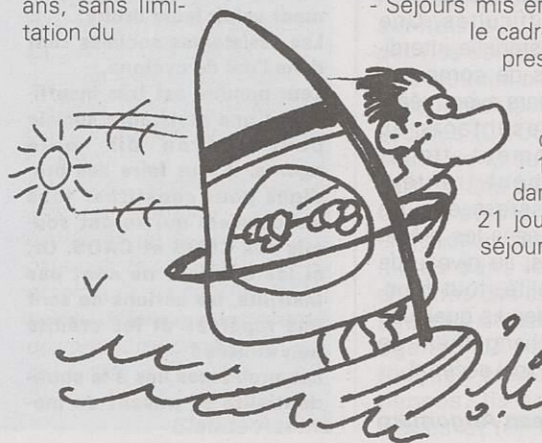
Éliane Royer

#### PRESTATIONS POUR ENFANTS HANDICAPÉS

- l'allocation aux parents d'enfants handicapés ou infirmes âgés de moins de 20 ans : 825,20 F par mois ;
- l'allocation spéciale pour enfants atteints d'une maladie chronique ou d'une infirmité et poursuivant des études ou un apprentissage au-delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans : 616,30 F par mois (30 % de la base mensuelle des allocations familiales) ;
- la participation aux frais de séjour en centre de vacances spécialisé pour handicapés : 108,00 F par jour ;
- la participation aux frais de séjour en maison familiale de vacances : pension complète : 39,80 F par jour ; autres formules : 37,75 F. (limite d'âge portée de 18 à 20 ans pour les enfants atteints d'une incapacité au moins égale à 50 %).

#### CENTRES DE VACANCES, MAISONS FAMILIALES, GÎTES DE FRANCE, CLASSES TRANSPLANTÉES, SÉJOURS LINGUISTIQUES

- Centre de vacances avec hébergement (nombre de journées limité à 45 par an). Enfant de moins de 13 ans : 37,75 F ; enfant de 13 à 18 ans : 57,30 F.
- Centre de loisirs sans hébergement. Cette prestation est servie pour les enfants de moins de 18 ans, sans limitation du



#### SECOURS ET PRÊTS POUR LES PERSONNELS EN DIFFICULTÉ

Si vous avez des difficultés financières, vous pouvez obtenir un prêt ou un secours, attribué après enquête sociale. L'assistante sociale du service d'action sociale de l'inspection académique s'occupera de votre dossier. Elle est soumise au secret professionnel. Un dispositif académique concernant le domaine de la vie privée renforce cette prestation. Plus de la moitié



des crédits sont assimilables à des secours rapides en cas d'urgence pour faire face à des difficultés de tous ordres (chômage d'un ou plusieurs enfants, décès d'un des conjoints, divorce, difficultés rencontrées par des mères de familles nombreuses, etc.). Le reste des crédits académiques est affecté à la mise en place de consultation économique et familiale et de consultations juridiques concernant la vie privée des agents.

nombre de journées : 27,30 F par jour. Sachez-le, les séjours en centre hebdomadaire ouvrent droit à prestation "Centres de vacances avec hébergement".

- Maison familiale ou village familial de vacances et gîte de France.
- Séjours mis en œuvre dans le cadre éducatif. La prestation est accordée pour les enfants de moins de 18 ans et dans la limite de 21 jours par an. Le séjour doit durer au moins cinq jours et concerner une classe entière. Montant

pour 21 jours : 392,25 F ; pour les séjours d'une durée inférieure : 18,75 F par jour.

- Séjour linguistique. Il s'agit de séjour à l'étranger à dominante linguistique ou sportive, organisé par les administrations ou par des associations appartenant aux fédérations agréées ou, pendant les vacances scolaires, par les établissements d'enseignement. Enfants de moins de 13 ans : 37,75 F par jour ; enfants de 13 à 18 ans : 57,30 F par jour.

Les prestations pour séjours d'enfants sont souvent complétées (mais pas partout) par des actions académiques. Elles concernent les loisirs et les études. Les frais pour séjours d'enfants doivent être avancés par les familles, ce qui limite l'utilisation de la prestation dans les foyers prioritaires.

## LES PRESTATIONS SOCIALES À LA DISPOSITION DES AGENTS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

#### AIDE MÉNAGÈRE, AMÉLIORATION DE L'HABITAT ET CHÈQUES VACANCES POUR LES RETRAITÉS



Trois prestations sur crédits interministériels sont consacrées aux retraités : aide ménagère au domicile des retraités (s'adresser à la MGEN) ; aide à l'amélioration de l'habitat (s'adresser au PACT) ; chèques-vacances accessibles aux actifs et aux retraités, ils excluent, hélas les non titulaires. Le Sgen-CFDT dispose de trois fiches détaillées

à jour concernant les prestations ci-dessus. Demandez-les à votre syndicat ou à la fédération. Des actions académiques s'ajoutent, dans la moitié des académies environ, à ce dispositif : soutien financier, aide au départ à la retraite, problèmes de santé, etc. De même, les actions concertées avec la MGEN complètent le dispositif (réservation de lits d'hôpital...).

#### DIFFICULTÉS LIÉES AU MÉTIER

Cette action s'adresse aux personnels rencontrant des problèmes de santé, ou financiers, liés à la fonction comme les frais de déplacement des non titulaires affectés sur plusieurs postes. Sur ces crédits consacrés au domaine de l'environnement professionnel, des plaquettes d'information sur l'action sociale peuvent être réalisées.

#### GARDE DES JEUNES ENFANTS

Elle a un plafond de ressource propre. La garde doit être affectée par du personnel agréé. S'y ajoute, dans quelques académies seulement, un dispositif pour les personnels aux horaires atypiques. Certains groupes départementaux interministériels d'action sociale (GDIAS) complètent cette prestation.



#### LOGEMENT AIDE ET PRÊTS INDIVIDUELS, HLM...

Ce domaine d'intervention, prioritaire pour le Sgen-CFDT, est concentré, le plus souvent, sur les grandes métropoles. L'aide et le prêt individuel au personnel de l'État (AIP-PIP), servis sans intérêt aux bénéficiaires, ne concernent que l'affectation en région parisienne. Le parc préfectoral d'HLM mis à la disposition des agents de la Fonction publique est accessible au personnel de l'Éducation nationale sous condition de ressources et de composition de la famille. Certaines académies effectuent des réservations de logement HLM. De multiples initiatives sont prises au ni-



l'accueil des nouveaux affectés. Elles concernent l'aide au logement locatif (caution, travaux

de réfection), la transformation de locaux inutilisés dans les établissements en logements provisoires comme dans l'académie de Rennes. Les GDIAS, dans les départements où ils existent, mettent aussi en place des solutions de proximité. L'information sur les possibilités de logement au titre de l'action sociale n'est pas prise en charge par l'administration au niveau national, la déconcentration étant de rigueur. Il est important de vous renseigner dès notification de votre affectation dans le département obtenu. Contactez rapidement le Sgen-CFDT local, certains délais d'attribution sont très courts, n'attendez pas la rentrée.

#### Où s'adresser ?

- Au service de l'action sociale de l'inspection académique du département où vous habitez. Il vous aiguillera, suivant le cas, vers l'organisme de gestion de la prestation : MGEN, PACT (protection amélioration conservation de l'habitat, assistante sociale, etc.).
- À votre syndicat Sgen-CFDT pour information et aide éventuelle

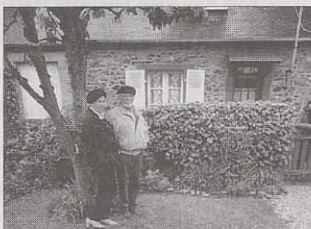
#### Les bénéficiaires de l'action sociale

Y ont accès les personnels titulaires et non titulaires (voir le Vade mecum du Sgen-CFDT tome 3), les actifs et les retraités. Des conditions de ressources sont en général prises en compte, sauf pour certaines actions académiques. Pour la plupart des actions en faveur des enfants, il existe un quotient familial dépendant du revenu brut global mentionné sur la feuille d'imposition et du nombre de parts fiscales. Son plafond est relativement élevé. Un calcul spécial concerne les foyers non imposables. Pour les enfants handicapés ou infirmes, il n'est généralement pas fait référence à des conditions de ressources.

## L'ASSOCIATION GÈRE AU CNRS

Association sans but lucratif dont le conseil d'administration est constitué uniquement de représentants élus des personnels, le Comité d'action et d'entraide sociale (CAES) gère le budget d'action sociale du CNRS. Depuis plusieurs mandats, le Sgen-CFDT recueille le tiers des voix aux élections. La convention du 3 février 1993, entre le CAES et le CNRS, améliore les moyens de fonctionnement du CAES. Objectif : 1 % de la masse salariale affecté au CAES. Mais aucun calendrier n'est fixé. Au budget 1995, seulement 0,358 % seront versés. Pour cette année, les crédits d'action sociale, hors restauration et médecine du travail, sont de 41,480 millions pour 26 000 agents. Dans un contexte de budget limité, le rapport de force s'avive sur l'usage des moyens d'action sociale. Les prêts à l'amélioration de l'habitat n'ont été mis en place que pour "l'accompagnement de la politique de mobilité" et réservés aux personnels de moins de 55 ans changeant de région d'affectation. La direction déclare vouloir renégocier l'accord de restauration pour faire prendre en charge les dépenses supplémentaires par les personnels. Elle remet en cause la politique de réservation de logements. La direction a pris l'initiative d'une série de concertations où sera en jeu l'ambivalence de l'action sociale : acte de solidarité des travailleurs et/ou efficacité de l'entreprise.

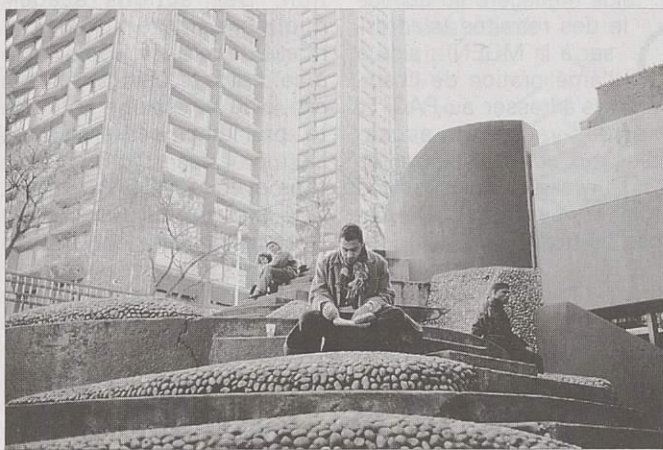
France Alexandre



Chambre noire

## LE SMIC SUR LES CAMPUS

**Dans le supérieur, le retard de l'action sociale est considérable. Au delà des principes déclarés, la mise en place est laborieuse.**



Les campus sont des établissements de taille comparable à celle de grandes entreprises. Cela justifie des services sociaux importants.

L'action sociale, c'est aussi pouvoir prendre ses repas ou une consommation non alcoolisée sur son lieu de travail, disposer de locaux de détente, etc. C'est de la responsabilité directe de l'employeur de mettre ces services à la portée de tous. C'est rarement le cas sur les campus. Autre problème, les crèches et la garde des enfants sont laissées à la débrouillardise personnelle. Ils aggravent les conditions de travail et de vie.

Les campus sont des établissements de taille comparable à celle de grandes entreprises. Cela justifie des services sociaux importants pour les usagers et les personnels. Les subventions très modiques ne couvrent qu'une faible part des coûts réels. Les personnels de l'Enseignement supérieur, comme tous les personnels de l'État, ne sont pas considérés comme des travailleurs adultes. Contrairement à nos collègues du secteur privé qui gèrent les

comités d'entreprise, nous ne pouvons pas disposer de ces maigres subventions. Les personnels de l'Enseignement supérieur bénéficient de prestations sociales minimales, un vrai Smic - Social minimal interministériel de croissance spécial fonction publique ! Mais pour l'ac-

tion sociale (sports, loisirs, culture), il faut faire avec les ressources propres des établissements. Ces activités se font dans des cadres très divers, services communs, associations loi 1901 ou mélange des deux. La plupart de ces structures sociales d'établissement sont fédérées dans la Fédération nationale des comités, associations et services d'action sociale de l'Enseignement supérieur. Avec les organisations syndicales, elle œuvre pour faire avancer ce dossier très en retard.

Rappel du texte fondamental pour le supérieur : « Les personnels des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel peuvent bénéficier d'une formation professionnelle initiale. Des actions de formation continue et une action sociale sont organisées à leur intention. Ils participent à la gestion des organismes mis en place à cette fin... »

Les textes d'application de cette loi se font attendre. Les CDOS, CAOS, CNOS de l'Éducation nationale sont à mille lieues de ces principes.

Raymond Roulaud

### À L'INRA, LE COMITÉ DONNE L'ORIENTATION

À l'institut national de recherche agronomique, la politique sociale est gérée paritairement. Revendiquée par le Sgen-CFDT, une commission nationale d'action sociale (Cnas) a été créée. Issue du Comité technique paritaire, elle comprend huit représentants des organisations syndicales et huit représentants de l'administration. Elle intervient au niveau de la définition de la politique sociale de l'institut, de la détermination des priorités à dégager et des choix budgétaires. Elle évalue la politique sociale mise en œuvre. La gestion et l'exécution de

cette politique incombent à l'administration de l'Inra qui en rend compte à la Cnas. De nombreux thèmes entrent dans le champ de compétence de la Cnas : l'attribution d'aides et de prêts, la restauration, l'aide à l'enfance, l'aide aux vacances, les logements sociaux et de fonction, les locaux sociaux, l'emploi des handicapés, les transports, le suivi des actions en matière d'insertion professionnelle, la préparation à la retraite, l'aménagement du temps de travail. Les priorités actuelles sont le logement social, la restauration collective et l'enfance.

## LAJJA

Militante avant tout, Taslima Nasreen a écrit un livre militant, mêlant comptes rendus et œuvre de fiction. Il évoque le destin de la minorité hindoue qui représentait le tiers de la population lors de l'indépendance en 1971 contre 12 % aujourd'hui. Depuis la destruction, en décembre 1992, de la mosquée d'Ayodhya, en Inde, par des fanatiques hindouistes, les hindous du Bangladesh, et la famille progressiste et laïque du héros de *Lajja*, vivent dans la terreur des représailles. Comment un état laïque en 1971 a-t-il pu adopter l'Islam comme religion d'état ? Comment les Hindous qui avaient participé activement aux luttes pour l'indépendance deviennent-ils des citoyens de seconde zone ?

TASLIMA NASREEN

**Lajja**

roman



STOCK

Situation désespérée. Et c'est la honte d'avoir peur, la honte d'être méprisé, la honte d'être persécuté, la honte d'être lâché. Échec de toute une vie, de tout un combat, avec le départ décidé du héros - après l'enlèvement et le meurtre de sa sœur - et de ses parents pour l'Inde. Taslima Nasreen elle-même ne doit-elle pas vivre en exil pour échapper à la condam-

nation à mort décidée par des fanatiques islamiques ?

*Lajja*. Taslima Nasreen, 120 F, éditions Stock.

## GRINCEMENTS DEDANS

Jean-François Batellier vient de sortir son septième album, collection de 445 dessins sur les années 1990-94. *Grincements dedans* se veut, comme les albums précédents, le reflet d'un regard sans complaisance sur le long fleuve tranquille de notre société. International, politique, écologie, éducation, sport... rien n'est épargné, personne n'échappe à son trait franc et



direct. Alliant clarté et souci du détail, ses dessins ne peuvent laisser indifférent. Jean-François Batellier s'est lancé en 1974 dans la "gribouille". Depuis, il a dessiné dans de nombreux quotidiens ou magazines, du *Monde* à *Profession-Éducation*. Son succès ne se dément pas. Et pourtant, c'est toujours l'auteur qui édite lui-même ses albums ! Raison de plus pour craquer pour un album chargé d'émotions et de sourires.

*Grincements dedans*. Jean-François Batellier, 168 p. format 21 x 28 cm. Prix : 150 F port compris, avec le dessin ci dessus en carte postale. Dédicace de l'auteur si souhaité. J.-F. Batellier, 3 av de Choisy 75013 Paris.

## PETITES ANNONCES

Annonces gratuites pour les adhérents (joindre la bande-adresse de *Profession Éducation*), payantes pour les autres : 40 francs la ligne de trente signes.

■ **Recherche sujets BEP mécanique, électrotechnique, dessin, sujets et tests bac pro. Envoie des sujets de l'académie de Grenoble sur demande. Écrire Dominic Gémonet, Lycée, 73600 Moutiers.**

■ **Vends cours du Cned, Électronique 1<sup>ère</sup> et terminale F. État neuf avec corrigés et livres Nathan. S'adresser à B. Baudoin, Le Bourg, 79370 Montigné. Tél : 49 79 71 46**

■ **Si vous possédez un ordinateur Amiga ou PC couleur dont vous ne vous servez plus, vous feriez très plaisir aux enfants de l'hôpital Trousseau à Paris en leur en faisant don. Merci de vous adresser à Mme Danowski, au (1) 43 97 05 11**

■ **L'association "Un conteur de livres pour le Tchad" recherche des manuels de lycée, des encyclopédies, des dictionnaires et des textes classiques de littérature. S'ils sont en grand nombre, possibilité de les faire enlever sur place. Contact : Serge Levillayer 50440 Biville. Tél : 33 52 76 93**

■ **Vacances Noël et février, randos raquettes Vercors, Jura, Forez. Renseignements : Pascal Jarige 38880 Autrans. Tél : 76 95 36 55**

■ **83 - Castellet. 10 km de plages St-Cyr et Bandol. Collègue loue mobil-home récent 4 personnes avec terrasse, tout confort, parc résidentiel (tennis, piscine, jeux enfant, etc.) dans pinède. Semaine ou quinzaine de mai à septembre. Tél : 92 20 20 67**

■ **22 - Maison à vendre à Plévin (6 km de Carhaix), maison de caractère. Salle de séjour, cuisine, cheminée, salle de bains, 4 chambres. Chauffage mixte bois-fuel, hangar, 2 000 m<sup>2</sup> de terrain. Prix : 350 000 F. Tél : 97 40 95 48**

■ **Espagne. Appartement 6 personnes avec cheminée. Tout confort. Calme, village, mer, montagne. Toutes périodes (mois, quinzaine, semaine). Tarifs selon période. Tél : 19 34 3 459 31 71**

■ **73 - Lanslevillard, station de Val-Cenis. Studio pour 2 personnes en Haute-Maurienne. Pied des pistes en hiver (1 500 m à 2 800 m). Promenades en Vanoise, lac du Mont-Cenis, Italie, en été. De 700 F à 1400 F/semaine selon période. Tél : (1) 48 69 07 61**

■ **05 - Briançon. Collègue loue appartement tout confort 4/6 personnes dans maison individuelle récente avec jardin et parking. Quartier calme. 1 km du centre. Proximité stations de ski et gare SNCF. Toutes périodes (mois, quinzaine, semaine). Prix selon périodes. Tél : 92 20 20 67**

■ **38 - Deux-Alpes. À vendre studio 4 personnes, 30 m<sup>2</sup>, balcon plein sud, pied des pistes. Tél : 85 70 66 60**

■ **67 - Strasbourg. Vends plein centre, 4-5 pièces + mezzanine, sdb, douche + lavabo, cheminée d'artisan, coin lingerie, calme, ensoleillé, très grande cave voûtée. Tél : 88 75 12 88**

■ **73 - Les Ménuires, pied des pistes. Loue 2 pièces 5 personnes, tout confort, balcon sud. Semaine du 25 février au 4 mars 95. Tél : 74 90 44 55**

■ **Suède du nord. 65 km ouest de Umeå. Maison à louer, 900 F/semaine c o u p l e , 2 500 F/semaine famille. B+B : 160 F/nuit. Randonnée, pêche, ski de fond. Contact : France : 48 24 50 98 (Bourges), Suède : 19-46 934 410 78**

■ **38 - Proximité station ski 7-Laux. Chalet au calme, tout confort, 4/6 personnes. À louer pour vacances de février. 2 000 F/semaine + électricité. Tél : 76 90 33 30**

■ **14 - Caen. Vends appt F4, 3 chambres, cuisine, arrière-cuisine, nombreux rangements (70 m<sup>2</sup>). Proximité université, lycées et collèges. Libre mai 95. Prix : 400 000 F. Tél : 31 93 28 48**

■ **24 - Gîte rural vacances Périgord à Chassaignes 7 km de Ribérac. Maison : RC + étage. Séjour cuisine, 3 ch : 2 lits 2 pl, 1 lit 1 pl., 1 lit enfant. Salle d'eau, cheminées. Chauffage élect. Garage. Terrain clos, salon de jardin. Tarif semaine du 10/6 au 16/9 : 1 200 F, autre période : 1 000 F. Réservation : M. Chadefaud. Tél : (1) 34 17 17 85**

■ **75012 - Paris-Bastille. Échange appt 4-6 pers. tt confort balcon, contre logement 4 pers. mer ou montagne vacances scolaires 1995. Dates différées possibles. Tél (1) 44 68 97 05**

■ **65 - Entre Tourmalet et Aspin, alt. 1 000 m, loue studio 4-6 personnes tout confort, toutes saisons. 950 à 1 250 F/semaine. Tél : 62 45 92 43**

■ **17 - La Rochelle. À louer période de vacances scolaires. Maison 3 chambres, véranda, jardin. Tél : 46 67 54 36**

■ **13 - La Ciotat-plage. Loue F3 rez-de-jardin, très calme, état neuf, terrasse, jardin, parking privé, à 300 m de la mer. Mai à oct. sauf août. 1 600 F à 2 500 F/sem. Tél : 76 24 70 58**

■ **72 - Confins Sarthe et Touraine, 2 h 30 de Paris. À vendre ferme, gros œuvre bon état, terrain 1 700 m<sup>2</sup> avec arbres fruitiers de rapport. 3 pièces, salle d'eau WC, four à pain, cellier, grenier aménageable. Bâtiment annexe même style aménageable. Garage. Prix 25 U. Tél : 47 41 00 06 après 17 h 30.**

## PERSONNELS DE DIRECTION

## LE TORCHON BRÛLE

**Depuis octobre 1994, les personnels de direction sont engagés dans une action pour faire entendre leurs revendications. Le mouvement a démarré après la condamnation de l'intendant et du chef d'établissement d'un LP francilien. Il se poursuit par une grève.**

Une grève administrative installée dans la durée. Après le succès de la manifestation du 27 novembre 1994, les personnels de direction, à l'appel des principaux syndicats, continuent l'action. Concrètement, ils refusent de participer aux réunions initiées par leur hiérarchie et bloquent des actes administratifs.

Pour le Sgen-CFDT, engagé dans l'action, l'objectif est double :

- obtenir une réelle reconnaissance de la fonction aussi bien pour les chefs que pour les adjoints. Actuellement plus de six cents postes sont vacants, signe du peu d'intérêt de cette fonction. Reconnaissance matérielle certes, mais aussi recrutement qui permette d'étoffer les équipes de direction surchargées de travail dans beaucoup d'EPL (établissement public local d'enseignement).

- poser sérieusement les problèmes de sécurité et de responsabilité. Le statut actuel des EPL rend les chefs d'établissement responsables alors que, faute de financement et de personnel, ils n'ont pas les moyens d'exercer cette responsabilité.

Les conséquences de ce mouvement sont perceptibles dans la carte scolaire, retardant les premières opérations. Le Sgen-CFDT a



Plus de six cents postes de direction sont actuellement vacants. Qui peut contester qu'il y a urgence ?

demandé que les conseils d'administration se tiennent normalement, sans pour autant faire les remontées administratives en décaissant. De telle manière qu'à l'issue du mouvement, les CTPA puissent délibérer en prenant en compte les avis des CA.

## METTRE EN PLACE UN GROUPE DE TRAVAIL

Pour la première fois, une rencontre a eu lieu entre le Sgen-CFDT et le SNPDE (syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale, majoritaire). Si nos analyses convergent totalement sur la sécurité, des points de divergence

subsistent sur la revalorisation et sur le mode de recrutement.

Les premières propositions du ministère sont une réponse stricte financièrement à l'ensemble de ces problèmes. Elles ne satisfont pas notre volonté de réduire les différences entre chefs et adjoints en particulier.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'action se poursuit. Il faut que le ministère prenne conscience de l'ampleur du problème. En particulier sur les responsabilités pour lesquelles la création d'un groupe de travail n'est pas une réponse mais un moyen pour traiter le problème.

**René Grégoire**

## LYCÉES PROFESSIONNELS

## Préinscriptions aux concours

Après l'augmentation brutale du nombre d'inscriptions lors de la session 1994 (+ 70 % au CAPLP2 externe), la session 1995 connaît une forte hausse des pré-inscriptions : + 22,6 % au CAPLP2 externe, + 21 % pour les CAPLP2 internes (statutaire et spécifique). La répartition des pré-inscriptions pour ces concours est la suivante : 21 070 au CAPLP2 externe pour 2 300 places, 8 967 au CAPLP2 interne statutaire pour 1 835 places, 5 704 au CAPLP2 interne spécifique pour 465 places. Le concours spécifique PLP2 sera donc très sélectif. Manifestement ce n'est pas la bonne solution pour intégrer les maîtres auxiliaires.

Le cycle préparatoire au CAPLP2 interne enregistre, lui, une légère diminution du nombre de pré-inscriptions : 1 102 en 1994, soit 4 % de moins. 250 places sont offertes à ce concours.

## Revalo 95

L'intégration des PLP1 dans le deuxième grade est une priorité. Pour le Sgen-CFDT c'est une mesure de justice qui doit se faire sur la base de l'ancienneté. Le Sgen-CFDT n'accepte pas que des personnels puissent être écartés de l'accès au deuxième grade. Il l'a fait savoir au ministère qui n'en a malheureusement pas tenu compte pour la rédaction finale de la note de service (B.O. spécial n° 19). Les 4 000 places du tableau d'avancement au deuxième grade des PLP2 sont insuffisantes pour une intégration rapide des 26 000 PLP1. Le Sgen-CFDT demande une forte accélération de ce rythme. Le ministère ne respecte même pas le statut des PLP qui impose que le nombre de places du tableau d'avancement soit au moins égal à la somme des places offertes aux concours interne et externe, soit 4 600 places pour 1995. Le Sgen-CFDT étudie la possibilité d'un recours auprès du Conseil d'État.

## DIRECTEUR D'ÉTABLISSEMENT SPÉCIALISÉ

## Départ en stage

Les candidats à l'exercice des fonctions de directeur d'établissement d'éducation adaptée et spécialisée peuvent être instituteurs ou professeurs des écoles, PLP1 ou PLP2.

La CAPN du 10 janvier 1995, a examiné les candidatures présentées par les inspecteurs d'académie, en fonction du nombre de places disponibles au centre de formation de Suresnes, et du nombre de postes de directeurs d'établissement spécialisé à pourvoir dans les départements à la rentrée 1995.

Cette année, 187 candidats étaient présentés pour 100 places de stage prévues. Le contingent des départs a été exceptionnellement porté à 127.

Un effort important de la part du ministère mais insuffisant compte-tenu des besoins des départements. Les candidats retenus effectueront un pré-stage de trois jours en février ou en mars avant d'être définitivement admis à effectuer leur stage d'un an.

Les adhérents signalés ont été prévenus.

## SECOND DEGRÉ

## EPS



F. Cocham/DR

## Du rifi chez les CPE

Le dossier sur la redéfinition des missions des CE-CPE est peut-être sur le point d'être réouvert. Deux enquêtes sur les représentations du métier sont lancées sur le sujet par l'inspection générale "vie scolaire" et la direction de l'évaluation et de la prospective auprès des établissements et des CPE.

L'enjeu est d'importance : le CPE relève-t-il de l'équipe de direction comme le

prétend un syndicat de... chef d'établissement ou des équipes éducatives et pédagogiques comme le soutient le Sgen-CFDT qui en fait le chef d'orchestre chargé d'animer les actions relevant de la socialisation des élèves ?

## Conseillers pédagogiques CPE

Une victoire arrachée de haute lutte.

L'indemnité pour l'encadrement dans l'établissement des stagiaires d'IUFM sera payée aux

CPE, sans doute avec effet rétroactif, soit 277,70 F par semaine et par stagiaire.

## Conseils Mutations

- Envoyez votre fiche syndicale le plus tôt possible : les commissions de vérification de barème commencent en mars.

- Faites parvenir vos pièces justificatives au ministère (DPE, 34, rue de Chateaudun, 75436 Paris cedex 09, avant le 1<sup>er</sup> mars 1995 et votre dossier médical au médecin conseil du ministère avant le 15 février.

- Affectation par mesure de carte scolaire. Si vous en êtes satisfait : n'oubliez pas d'annuler votre éventuelle demande de mutation nationale faite en novembre auprès du ministère. Si vous n'en êtes pas satisfait : vous pouvez faire une demande de mutation hors délai (dossier fourni par le rectorat) ou modifier les vœux déjà exprimés.

## Spécialités au bac

Qui va corriger les élèves qui subiront l'épreuve

aménagée sur laquelle porte l'évaluation de la spécialité au bac pour les disciplines concernées (économie ou maths en ES, maths, physique ou biologie en S) ?

Le Sgen-CFDT demande que ce soit des enseignants ayant enseigné la spécialité et que les copies des élus soient regroupées par spécialité. Ce sera le cas à Lille, il faut l'exiger dans tous les centres d'examen.

## Effectifs en lycée

- Baisse de 2 % depuis deux ans, c'est deux fois plus que prévu.

- Le taux d'entrée en seconde baisse de 1,5 % au profit des lycées professionnels.

- Effondrement des effectifs de première (- 8,4 %) parce que le taux de redoublement recule de 5,3 % dans cette classe alors qu'il augmente en seconde (+ 1,1 %).

- Augmentation du nombre d'élèves en première technologique, notamment dans les séries industrielles (les séries DTT et STI augmentent de 1,12 %).

## Programme d'EPS

Chantier pour la révision des objectifs et élaboration des programmes au niveau de la direction des lycées et collèges mais également dans le cadre de la consultation Bayrou du Nouveau contrat pour l'école. Les textes seront disponibles dans les établissements. Le Sgen-CFDT organise une réflexion nationale début avril. Faites connaître votre avis et les conclusions des professeurs de votre établissement auprès du Sgen-CFDT de votre académie.

## Corps enchaîné

Il est possible qu'un certain nombre d'enseignants d'EPS, adhérents du Sgen-CFDT ne reçoivent pas *Le Corps enchaîné*, leur périodique. Si vous êtes dans ce cas, signalez le à Danielle Dardour à la Fédération des Sgen-CFDT (adresse ci-dessous).

## DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Michel Boullier

## RÉDACTRICE EN CHEF

Colette Marlin

## SECRÉTAIRES DE RÉDACTION, MAQUETTE

François Balédent,

Vincent Fabre

## COMITÉ DE RÉDACTION

G. Avinain, P. Bedin,

J.P. Bergault,

L. Campens,

D. Chatellier, R. Piécuch

## FLASHAGE

Frapada

## IMPRIMERIE

ETC, Yvetot (76).

## PUBLICITÉ

Intervalle Régie

93, rue de la Jonquière, 75017 Paris.

Tél : (1) 40.25.39.63

CPPAP 440 D 73 S

## Fédération des

Syndicats Généraux de l'Éducation Nationale et de la Recherche publique

47/49, av. Simon Bolivar 75950 Paris cedex 19.

Tél : (1) 40.03.37.00

Fax : (1) 42.02.50.97

Minitel : 3615 CFDT\*SGEN

## PREMIER DEGRÉ

## 500 points

Le 10 janvier 1995, la CAPN a travaillé sur les "500 points".

Les candidats à un changement de département qui se trouvent dans une situation médicale, familiale ou sociale particulièrement grave peuvent demander à bénéficier d'une majoration de barème de 500 points, pour leur permutation.

Cette année, la CAPN a examiné 177 demandes

(30 % de plus que l'an passé) provenant de 51 départements, et accordé 97 majorations de 500 points (60 % de plus que l'an passé). Il est clair que les problèmes économiques touchent également notre milieu professionnel.

Les adhérents qui avaient fait parvenir leur demande au Sgen-CFDT ont été immédiatement prévenus du résultat.



DR

# "RAPATRIÉES" D'ALGÉRIE 1994

## Y a-t-il encore du personnel français enseignant en Algérie?

Payé par la France, non. Le personnel de l'Oufca ou des centres culturels français est venu en France dès novembre 93 sur "incitation" de l'administration. Bien que le ministère des Affaires étrangères parle de "choix volontaire", il a contraint les personnels à rentrer dès mars 1994, quand les établissements ont commencé à fermer. La présence en Algérie est depuis lors une faute administrative.

Le dernier lycée français à fermer a été celui d'Alger, fin août 1994, suite à l'assassinat des gendarmes de l'ambassade de France. Les personnels venus en France pour y passer les vacances d'été ont alors été informés qu'ils étaient réintégrés d'office. Ils devaient prendre un poste en France le 6 septembre !

## Comment s'est passé ce retour plus ou moins volontaire?

Discrètement, surtout pour les épouses d'algériens dont les conjoints restaient sur place, comme nous trois. Nous avons pris un minimum de bagages. Les conjoints algériens qui souhaitaient venir en France ont obtenu un carte de séjour avec permis de travail. Mais la plupart sont repartis.

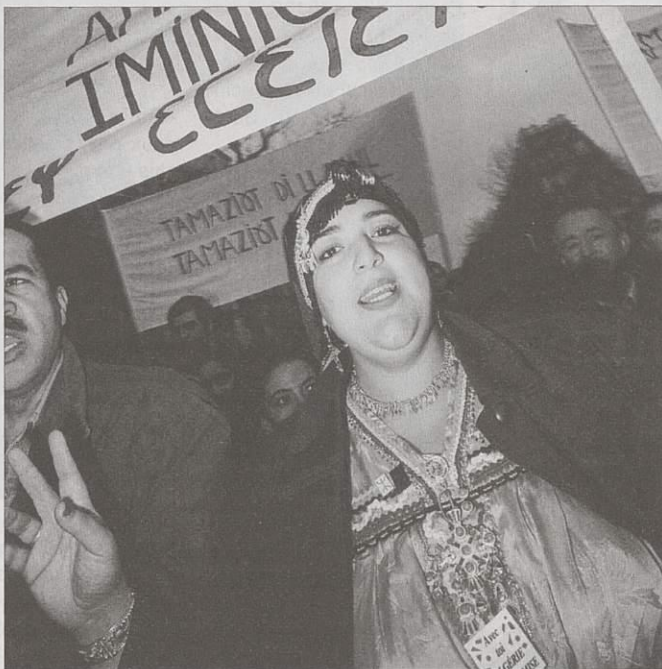
Tous ont été payés jusqu'au 31 août, sans obligation de service, en respect de leurs contrats. Les titulaires ont ensuite pris un poste. Les non titulaires de l'Oufca (surveillants, administratifs ou personnels de service) ont ensuite perçu des allocations-chômage. Les non titulaires des centres culturels français n'avaient aucune garantie de ressources à compter du 1<sup>er</sup> septembre.

## Quelle est maintenant la situation de ces personnels ?

Les situations professionnelles sont diverses. Les non titulaires ont en

**Un séjour provisoire en France, c'est ce que souhaitent ces trois adhérentes de l'Agep (le Sgen-CFDT en Algérie). Leur établissement a fermé ses portes au printemps ou pendant l'été 94 et les autorités consulaires françaises les ont contraintes à venir ou à rester en France.**

**Elles préfèrent garder l'anonymat. Elles nous disent dans quelles conditions elles et leurs collègues de l'office universitaire et culturel pour l'Algérie (Oufca) ou des centres culturels français s'installent.**



**La lutte pour la démocratie, ce n'est pas seulement à l'étranger mais surtout sur place qu'elle se mène.**

principe une aide à la recherche d'emploi, fournie par les ministères de l'Éducation nationale ou des Affaires étrangères depuis novembre 1994. Mais, quand elle aboutit, c'est sur un contrat à durée déterminée. Beaucoup d'anciens non titulaires des centres culturels français sont depuis cinq mois sans ressources. Ce sont eux qui sont dans la pire des situations. Parmi les enseignants, quelques-uns sont maintenant MA, après trois mois d'attente; d'autres MI-SE. Quant aux titulaires, leurs problèmes ne sont pas

d'ordre matériel ! la plupart de ceux rentrés avant l'été ont été affectés selon leurs vœux. Mais ceux rentrés en août 1994 ont été affectés à titre provisoire avec obligation de participer au mouvement national 95. Il n'est pas prévu que la fermeture de leur ancien établissement leur donne une bonification de barème.

Pour les questions de logement, il semblerait qu'une dotation budgétaire interministérielle soit à l'étude pour l'indemnisation du rapatriement (en situation "normale", il n'y a pas d'indemnisation du déménagement des

"résidents" de longue date en Algérie). Des consignes, bien appliquées en province, ont été données aux maires pour l'attribution prioritaire d'un logement HLM. Ceux qui n'ont pu en bénéficier sont encore dans des centres d'hébergement.

## Pouvez-vous juger du climat et de l'activité en Algérie?

La scolarisation est assurée, bien que certaines écoles soient fermées ou fonctionnent très mal. Une presse critique est écrite, imprimée et distribuée.

Malgré le climat de menace, malgré la violence, la volonté de faire vivre le pays et de ne pas rentrer dans le jeu de ceux qui veulent le chaos est forte. Il est important que des cadres restent sur place. La lutte pour la démocratie, ce n'est pas seulement à l'étranger mais surtout sur place qu'elle se mène.

## Quelle aide administrative, quelle action syndicale, attendez-vous?

Le ministère des Affaires étrangères et l'Oufca nous informent *a minima* sur nos droits. Il nous refuse les coordonnées d'affectation des collègues, rendant l'information et l'action collective très difficile.

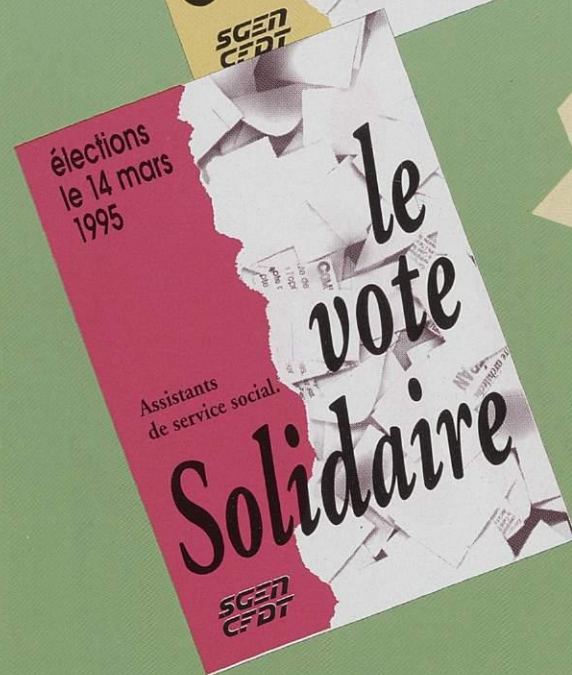
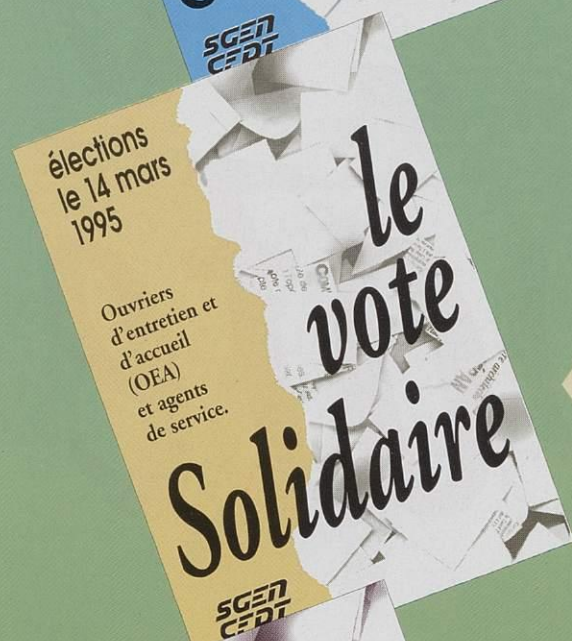
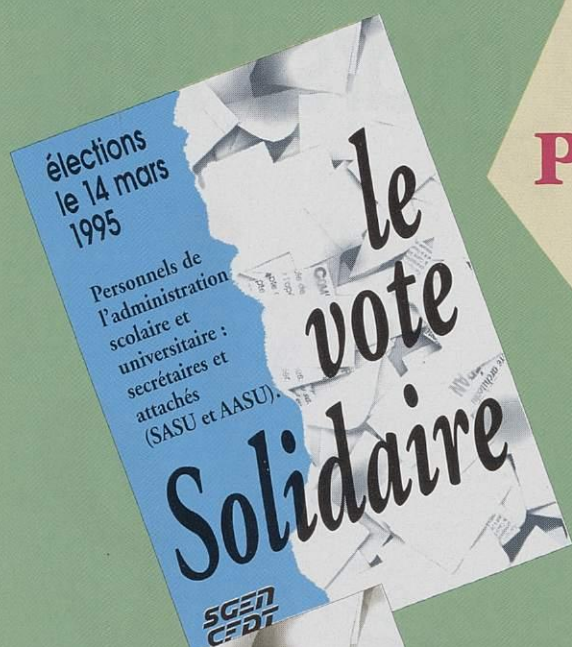
Syndicalement, il n'y a pas de réponse type dans des situations de crise. De plus, dans ces cas-là, les personnes sont souvent très discrètes, voire réticentes à se faire connaître. Néanmoins, au cas par cas, les situations se résolvent.

Prioritairement, il faut obtenir que tous les non titulaires bénéficient d'allocations-chômage, si aucun emploi ne peut leur être accordé, et d'une aide effective à la recherche d'un emploi et d'un logement. C'est ce que nous avons demandé en manifestant à nouveau devant le ministère des Affaires étrangères le 1<sup>er</sup> février dernier.

**Propos recueillis par  
Colette Marlin**

# 14 mars 1995 Élections Atoss

## Participez à la campagne du Sgen-CFDT



La quasi-totalité des personnels administratifs, techniques, ouvriers et sociaux vont voter le 14 mars 1995 pour élire leurs représentants aux commissions administratives paritaires.

Pour les informer sur ce que dit et propose le Sgen-CFDT, votre syndicat dispose de la liste des électeurs de votre établissement, d'affiches (voir au dos), de guides et de tracts pour :

- les ouvriers d'entretien et d'accueil et agents de service
- les secrétaires et attachés de l'Administration scolaire et universitaire
- les assistants de service social
- les conseillers de l'Administration scolaire et universitaire
- les ouvriers professionnels, conducteurs auto, maîtres-ouvriers et chefs de garage
- les personnels de labo des établissements d'enseignement
- les agents des services techniques et des services extérieurs

**Cette information, demandez-la,  
distribuez-la dans votre établissement**

Personnels  
d'administration  
scolaire et  
universitaire  
A et B,  
de laboratoire,  
ouvriers  
d'entretien et  
d'accueil,  
ouvriers  
professionnels,  
maîtres-ouvriers,  
agents de service  
et assistants  
de service social

élections  
le 14 mars 1995

le  
vote

Solidaire

**SGEN**  
**CFDT**